

**RAPPORT N° 2022/1-02  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 10 février 2022**

**OBJET**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE COMPOSE DE TRAITEMENT DES SULFURES A BASE DE NITRATE DE CALCIUM SUR DIVERS POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES – AUTORISATION DE SIGNER L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

**I. CONTEXTE**

La CINOR, compétente en matière d'assainissement collectif, dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de son réseau de collecte des eaux usées, a équipé quatre postes de refoulement en traitement des sulfures (PR BUTOR, PR JAMAÏQUE, PR MOULIN CADERC et PR BOUT DE PISTE).

La formation d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) dans les canalisations engendre des nuisances diverses pouvant avoir des conséquences non négligeables (risque mortel pour le personnel, odeurs, corrosions des ouvrages). Le système de traitement des sulfures a pour objectif de neutraliser la formation d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) dans les canalisations.

Le marché actuel de fourniture et livraison de composés de traitement des sulfures sur divers postes de refoulement des eaux usées, dont le titulaire est l'entreprise COROI SAS, arrivera à son terme le 23 avril 2022.

Aussi, afin de prendre le relais de l'actuel marché à partir de l'échéance précitée et pour assurer une continuité dans l'approvisionnement de ce réactif, une consultation par appel d'offres européen pour un accord cadre à bons de commande pour une durée de deux ans a été lancée. Les quantités pour l'exercice sont estimées à 1 300 m3.

**II. PROCEDURE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

La consultation des entreprises a été lancée le 23 septembre 2021 selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché est passé à prix unitaire pour une quantité minimale de 500 m3 et une quantité prévisionnelle maximale de 1 300 m3 sur deux ans. L'estimation du marché sur la base des quantités maximums a été établie à 780 000 € HT.

A la date de remise des offres, 2 plis ont été enregistrés et remis avant la date limite de remise des offres fixée au 30 novembre 2021 à 12 heures locales. Il a été procédé à l'ouverture des plis le 1<sup>er</sup> décembre 2021.

Après avoir constaté que toutes les pièces de candidatures requises ont été remises par les candidats et après avoir analysé les capacités techniques et financières des candidats, les candidatures ont été agréées.

Suite à l'analyse des offres établie sur la base des critères de jugement pondérés fixés au règlement de la consultation, la Commission d'appel d'offres, réunie en séance du 2 février 2022, a décidé d'attribuer le marché à la société EECA SAS pour un montant prévisionnel de 812 500 € HT et de classer les offres comme suit :

- 1<sup>er</sup> : société EECA SAS (note globale de 99,4 /100)
- 2<sup>ème</sup> : société COROI SAS (note globale de 98,9 /100)

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives de cet accord cadre à bons de commande ;
- m'autoriser à signer ce marché de fourniture correspondant conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 2 février 2022, et en application du code de la commande publique ;
- m'autoriser, au cas où le prestataire attributaire ne remettrait pas les pièces prévues à l'article 51 du CMP, à signer le marché avec le prestataire fournisseur classé 2ème

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220210-BC2022-1-02-DE  
Date de télétransmission : 17/02/2022  
Date de dépôt en préfecture : 17/02/2022  
Le Président  
Maurice GIRONCELLI  
Intercommunauté  
du Nord  
de la Réunion  
Département de la Réunion

**DECISION N° 2022/1-02  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 10 février 2022**

**OBJET**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE COMPOSE DE TRAITEMENT DES SULFURES A BASE DE NITRATE DE CALCIUM SUR DIVERS POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES – AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHE ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/1-02 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les pièces constitutives de cet accord cadre à bons de commande.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer cet accord cadre à bons de commande conformément à la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres avec la société EECA SAS pour un montant prévisionnel de 812 500 € HT.

**ARTICLE 3**

D'autoriser, au cas où le prestataire attributaire ne remettrait pas les pièces prévues à l'article 51 du CMP, à signer le marché avec la société COROI SAS classée 2<sup>ème</sup> pour un montant de 819 000 € HT sous réserve que celle-ci soit en mesure de fournir les pièces prévues à l'article 51 du CMP.

Nombre de votants : 11 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 11 Vote pour : 11 Vote contre : 00 Abstention : 00
---

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 17 FEV 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220210-BC2022-1-02-DE Date de télétransmission : 17/02/2022 Date de réception préfecture : 17/02/2022
--